

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18139 - 71ÈME ANNÉE

**Pour notre confrère « les Echos »,
les choses sont très claires**

« Sucre : les grands producteurs vont inonder le marché »

La dépréciation du real, monnaie du Brésil, amène ce pays à augmenter ses exportations de sucre pour avoir des devises, la Thaïlande et l'Inde anticipent des récoltes plus importantes que prévu : le marché mondial va être inondé par de grands pays producteurs. La tendance de ces 5 dernières années se confirme, tout comme les craintes formulées par la Confédération internationale des betteraviers européens. C'est en ce moment que se dessine le marché mondial du sucre de 2017, quand les quotas seront abolis et que la production réunionnaise devra affronter la concurrence mondiale.



Après 2017, ce sucre sera-t-il encore vendu et produit ?

Pour la filière canne-sucre, les alertes se multiplient. L'immobilisme apparent du gouvernement contraste avec cette intense activité, ce qui n'est pas pour rassurer. La production mondiale de sucre augmente plus vite que la demande, le monde croule sous les stocks qui pourraient représenter cette année 80 millions de tonnes, soit 5 fois la production européenne annuelle, ou 400 ans de production sucrière à La Réunion...

Cette fois, ce sont « les Echos » qui livrent une analyse sans concession des dernières tendances : des grands producteurs de sucre vont inonder le marché mondial. Les pays cités sont le Brésil, l'Inde et la Thaïlande. Plusieurs facteurs concourent à une hausse des exportations. C'est tout d'abord le Brésil qui part à la recherche de devises pour compenser la faiblesse de sa monnaie nationale. En six mois, le real a perdu 20 % de sa valeur, cela favorise les exportations de sucre du Brésil dans le monde.

Pour la Thaïlande, une récolte plus importante que prévue est attendue. Des agriculteurs qui plantaient du riz préfèrent maintenant cultiver la canne car cela augmente leurs revenus. Quant à l'Inde, c'est la même surproduction. Pour écouler les excédents, le gouvernement soutient financièrement les exportations de sucre.

Les betteraviers ont raison d'avoir peur

D'après les Echos, cette surproduction bouscule les prévisions. Les analystes pensaient qu'après 5 ans de production plus importante que la demande, la tendance allait s'inverser cette année pour permettre d'écouler une partie des stocks. C'est le contraire qui se produit. Cela confirme toutes les inquiétudes de la Confédération internationale des betteraviers européens. Le 17 avril dernier, ils tenaient leur assemblée générale. Le 20 avril, un communiqué a rendu compte de leurs revendications. Ils constatent qu'en Europe, dans un marché qui n'est pas encore ouvert à la concurrence mondiale, le prix moyen du sucre a baissé de 43 % en deux ans, malgré une baisse de 12 % des surfaces cultivées en betteraves. C'est pourquoi les betteraviers demandent à la Commission européenne d'exclure le sucre des discussions commerciales avec les pays tiers, et de s'opposer à tout relèvement de quota d'importation accordés aux pays producteurs de sucre de

Sucre : les grands producteurs vont inonder le marché

MURVEL JACQUE / JOURNALISTE AU SERVICE MARCHÉS | LE 26/04 À 15:44



L'agence gouvernementale chargée des estimations agricoles au Brésil s'attend à une récolte de sucre plus importante - Lianne MILTON/PANOS-REA 1 / 1

ABONNEZ-VOUS 50% de réduction

La chute du real incite le Brésil, géant producteur, à exporter davantage. La Thaïlande et l'Inde attendent des récoltes abondantes.

Après cinq années consécutives à crouler sous les excédents, le marché mondial du sucre devait revenir à l'équilibre l'an prochain.

MARCHÉS FINANCIERS



La flambée de Wall Street finit par inquiéter la patronne de la Fed



Bons résultats d'Euronext sur fond de grogne sociale



Abus de marché : ce que l'AMF veut changer

DÉCOUVREZ
LENDOPOLIS.COM
La plateforme de financement participatif des PME françaises

L'article des Echos du 26 avril

canne. La CIBE veut aussi que la Commission européenne intervienne pour que la Thaïlande, l'Inde et le Brésil se conforment aux règles de l'OMC alors que ces trois pays sont accusés par la CIBE de soutenir activement leur industrie sucrière. Sinon, ce sera la catastrophe, laissent-ils entendre en substance.

Ce communiqué du 20 avril dernier reflétait les craintes des producteurs européens de sucre face à l'abolition des quotas prévue pour 2017. Brésil, Inde et Thaïlande vont naturellement demander un plus grand accès au marché européen, le plus solvable du monde. La sécurité du prix d'intervention garanti n'existera alors plus pour les producteurs européens. C'est donc le marché européen qui risque d'être à son tour inondé par les exportations des grands pays producteurs de sucre situés hors d'Europe.

6 jours plus tard, le 26 avril, un article des « Echos » confirme les craintes.

Et à La Réunion ?

C'est dans ce contexte que la Commissaire européenne à la Politique régionale a confirmé que la France n'a toujours pas fait la demande de subvention permettant au sucre réunionnais d'espérer rester compé-

titif après 2017. Cet immobilisme tranche avec l'activisme des concurrents des Européens.

Dans cet environnement, que vont peser les 200.000 tonnes produites à La Réunion ? Si le Brésil, la Thaïlande et l'Inde arrivent à augmenter leurs exportations vers l'Europe, quelle sera la place du sucre de La Réunion dans un marché où les places seront très chères ?

Si le sucre produit à La Réunion n'arrive pas à se vendre, quel sera l'avenir de la canne à sucre à La Réunion ? 25.000 hectares, plusieurs milliers d'emplois et un savoir-faire de plus de deux siècles sont menacés, ce qui ouvre la voie à la plus grave crise sociale, économique et environnementale de La Réunion.

M.M.

Edito

Quand le PDG de Corsair fait la leçon au Président de Région

Hier, nous avons eu dans le JIR et le Quotidien l'interview du PDG de Corsair, Pascal de Izaguirre. On reste confondu devant autant de vantardise et de suffisance.

Tout d'abord, on apprend qu'il n'a pas réussi à vendre sa compagnie, car le profit n'était pas suffisant. Comme on a que son point de vue, on pourrait supposer que sa compagnie ne valait pas plus ; ce qui, pour un vantard, est quasiment une humiliation. Un indice, d'ailleurs... Il reconnaît que sa compagnie Corsair est déficitaire. « Nous nous approchons de l'équilibre », dit-il. « Corsair devrait être à l'équilibre ou proche de l'équilibre cette année » (JIR). Comment un acheteur pourrait-il s'aventurer dans une telle incertitude structurelle ?

Ce d'autant plus que cette perspective d'équilibre repose sur du sable mouvant. Lisez bien. « Huit de nos clients sur 10 qui viennent à l'agence Corsair ont un Bon de la Région. La continuité soutien l'activité et le trafic ». Cela veut dire que sans le financement public de la Région à sa compagnie, il serait encore plus dans la panade. Il souhaite, bien entendu, « un cadre stabilisé dans la pérennité afin d'avoir une certaine visibilité... » Mète encor la pa assez. Bénéficiant d'un tel soutien financier, son objectif est donc de dépasser les 24 % de part de marché.

Ce qui est clair, le progrès de sa compagnie ne repose pas sur des critères de compétitivité industrielle mais sur une rente publique. En d'autres temps et en d'autres lieux, ce genre d'opérateur aurait dénoncé l'intervention de la puissance publique. Voilà comment un vantard vient faire ses emplettes avec l'argent de la Région distribué généreusement par Didier Robert. Car, voyez nos voisins, il n'y a pas d'équivalent. A Maurice, à Madagascar ou aux Seychelles, la puissance pu-

blique n'accorde pas de rente financière aux compagnies qui desservent leur pays. Pourtant, les compagnies s'arrachent ces destinations non subventionnées.

C'est là qu'on mesure l'irresponsabilité de Didier Robert : prendre l'argent public pour enrichir les compagnies aériennes. Interrogée par le JIR, Mme la Commissaire Européenne, Corina Crețu, en visite à La Réunion, a déclaré que la continuité territoriale relevait de l'échelon national. En dehors de la Corse, la France refuse de financer les billets d'avion. Depuis cette déclaration, on s'attendait à une levier de bouclier mais en vain. Il ne manque plus qu'un contribuable réunionnais fasse un recours contre Didier Robert pour détournement de fonds publics en faveur des compagnies aériennes.

Une dernière leçon à tirer de l'interview du PDG de Corsair : un vantard peut en cacher un autre. En effet, après s'être bien servi de la manne de La Région, le représentant de Corsair dénonce l'œuvre inestimable et éternelle de Didier Robert : " les îles vanilles ». Il déclare sans ambages : " le concept sur le papier est très intéressant. On en parle depuis des années et rien de concret n'est encore sorti de cela ». Houla, ça doit faire mal du côté de la pyramide inversée ! Le PDG se permet de donner des leçons à celui qui permet à Corsair de ne pas sombrer davantage. « Si on avait une ligne Maurice-Réunion avec du choix et des tarifs, on développerait des combinés qui profiteraient à La Réunion. Aujourd'hui ce n'est pas possible. »

D'où notre conclusion : le Président de Région mérite-t-il ce mépris du PDG de Corsair ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

L'article des « Echos »**« Sucre : les grands producteurs vont inonder le marché »**

La chute du real incite le Brésil, géant producteur, à exporter davantage. La Thaïlande et l'Inde attendent des récoltes abondantes.

Après cinq années consécutives à crouler sous les excédents, le marché mondial du sucre devait revenir à l'équilibre l'an prochain. Telle était la prévision dominante chez les spécialistes jusqu'à récemment. Mais elle pourrait être remise en question. En partie par ce qui se passe actuellement au Brésil, de loin le plus grand producteur mondial de sucre : la chute de sa monnaie, qui a perdu 20 % de sa valeur en six mois, est en train de convaincre les agriculteurs d'exporter davantage. Avec la dévaluation du real, vendre à l'international devient en effet plus rentable, car les revenus en devise locale tirés de l'exportation sont plus importants.

Une récolte plus importante au Brésil, selon la Conab

Jusqu'à récemment, beaucoup de spécialistes parlaient du principe que la production allait stagner ou à peine augmenter cette saison, explique Commerzbank. « Cette prédiction pourrait bien être ébranlée », prévient la banque. La Conab, l'agence gouvernementale chargée des estimations agricoles au Brésil, a été la première à la mettre en doute la semaine dernière, en anticipant que le pays récolterait davantage. Louis Dreyfus Commodities est du même avis. Le groupe, qui est l'un des plus gros négociants de sucre brut et de sucre blanc au monde, s'attend aussi à une production plus importante, notamment parce que les prix du sucre sont plus intéressants que ceux de l'éthanol (l'autre transformation de la canne).

Chute des prix en trois ans

Les conséquences d'un nouvel afflux de sucre sur le marché mondial pourraient être notables pour les cours, alors que ceux-ci ont déjà chuté de moitié en trois ans. A New York, sur l'Intercontinental Exchange, ils s'affichent à leur plus bas niveau depuis six ans, plombés par cinq années de surproduction. Les stocks de la planète sont remplis, ils pourraient frôler cette année 80 millions de tonnes, d'après l'International Sugar Organization : c'est presque assez pour satisfaire les besoins des sept plus gros consommateurs mondiaux, a calculé Bloomberg.

Estimations revues en baisse

Plusieurs analystes ont d'ores et déjà abaissé leurs estimations, à commencer par ABN AMRO, Goldman Sachs et Citigroup. Car en dehors du Brésil, d'autres grands producteurs s'apprêtent à submerger le marché de sucre. La Thaïlande, deuxième exportateur derrière le géant sud-américain, a récemment relevé ses prévisions de récolte après avoir constaté que les agriculteurs avaient préféré planter de la canne à sucre plutôt que du riz. Conséquence : le département américain de l'Agriculture évalue que les exportations thaïlandaises vont augmenter de 10 % la saison prochaine. Et ce n'est pas fini. L'Inde se heurte, elle aussi, à des problèmes de surproduction. Le gouvernement cherche des solutions pour soutenir les prix locaux, le pays pourrait ainsi constituer des stocks régulateurs et augmenter la prime à l'exportation de sucre blanc. Des mesures qui pourraient aider l'industrie du raffinage du pays à se redresser.

Source : Les Echos

Trois ans de mandat sur cinq

Un bilan « totalement négatif » pour François Hollande

Après avoir concentré tous les espoirs de changement lors de la campagne présidentielle, le chef de l'Etat collectionne les couacs, les défaites politiques et les polémiques. Celui qui voulait être un président normal s'est empêtré dans des promesses non tenues mais surtout des scandales, comme l'affaire Chausson ou encore le livre choc de son ex-compagne Valérie Trierweiler. Cependant, ce qui concentre le mécontentement général est son assurance constante que sa politique permettra le tournant de la courbe du chômage.

Beaucoup de dispositifs pour pas grand-chose

En dépit de sa volonté et de ses promesses, la courbe du chômage ne s'est pas inversée chez les jeunes, bien qu'il y a de légère baisse épisodique. Face à l'aggravation de la situation, François Hollande avait indiqué qu'il ne se représenterait pas en 2017, si jamais la courbe de chômage ne s'inversait pas d'ici là.

Pourtant, malgré les nombreux dispositifs tels que la Garantie jeunes, les Emplois d'avenir, les Contrats de génération, le service civique et les contrats Starter, lancé en 2015, il s'agit d'un contrat aidé destiné aux entreprises privées, le bilan est mitigé.

A la fin mars 2015, le chômage concernait près d'un jeune actif de moins de 25 ans sur quatre, un chiffre en hausse de 1,5 % sur un an. Sans compte les NEET (ni en emploi, ni à l'école, ni en formation), qui serait entre 1,6 et 1,9 millions de jeunes en France. Par ailleurs, un jeune sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 987 euros par mois.

À La Réunion, le taux de chômage des jeunes fluctue en fonction des contrats aidés mit à dispositions des collectivités pour réduire le taux de chômage chez les jeunes de moins de 25 ans qui a atteint près de 60 % en 2014. Une situation qui dure malgré l'octroi de contrats aidés supplémentaires à la veille des élections municipales, auxquels s'ajoute la Garantie jeunes, les emplois d'avenir, et les dispositifs spécifiques renouvelés comme le RSMAR.

Grogne fiscale,

projets contestés dans la majorité

Alors qu'il souhaitait une « révolution fiscale », la réforme s'est avérée être un échec. Taxation des très hauts revenus, fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu, l'écotaxe abandonnée devant la colère des « bonnets rouges » et les portiques bientôt démontés. La « pause fiscale » annoncée quotidiennement est à chaque fois reportée. A tel point que le chef de l'Etat a annoncé que la baisse des impôts des Français pourrait se faire en 2017.

Les trois années de mandature ont mis en exergue une fracture au sein de la Gauche, qui a soutenu François Hollande, et au sein même du Parti Socialiste, parti au pouvoir. Le point d'orgue pour les Frondeurs (dissidents du PS) restera le tournant « social-libéral » prit par François Hollande, en nommant Manuel Valls comme Premier ministre. Dès lors, le gouvernement a instauré le crédit impôt compétitivité emploi en 2013, qui représente un allègement de cotisations de 20 milliards d'euros pour les entreprises, le pacte de responsabilité en janvier 2014, permettant des baisses de charges de 30 milliards et la loi Macron au premier trimestre de 2015 visant à remettre en cause certains corps de métier. Toutes ces mesures ont été vivement critiquées par les partenaires sociaux, mais également les parlementaires socialistes, qui appellent à un changement de cap, afin de ne pas renier les valeurs de la Gauche d'après les frondeurs.

Le chef de l'Etat aura eu à faire avec la vindicte populaire, avec des projets de loi importants pour la société comme la loi instaurant le mariage « pour tous ». Mais également parlementaire avec la réforme territoriale faisant passer de 22 à 13 régions, les projets de loi pour la croissance et l'activité et sur le renseignement qui suscitent une forte opposition, sans oublier la loi Macron.

Un bilan dur à défendre

Pour l'ancien ministre UMP, Laurent Wauquiez, « le principal échec, c'est la feuille d'impôt », a-t-il déclaré sur BFM-TV et RMC. De son côté, Nicolas Sarkozy a raillé le bilan de son successeur à l'Élysée, assurant que « de mémoire de citoyens, jamais la France n'avait été si profondément trompée ». Selon lui,

« l'échec le plus flagrant est celui du chômage ». « Le « Moi président, je réduirai le chômage » est devenu 'moi président, j'ai assisté impuissant au record du nombre de chômeurs », a affirmé l'ancien chef de l'État.

A contrario, les ministres tentent de défendre ces trois années de mandature, le ministre français des Affaires étrangères et numéro deux du gouvernement, Laurent Fabius, a mis en avant les réformes du quinquennat de François Hollande « qui resteront ». Ce dernier a évoqué « les nouvelles compétences des régions, ça restera. Ce qui a été décidé, alors qu'il y a eu beaucoup de controverses, sur le mariage pour tous, ça restera. Ce qui a été décidé sur le tiers payant », c'est « contesté, mais ça restera ». « Ce que nous essayons de faire en matière de diplomatie économique, ça restera ».

Pour la gauche de la gauche, ce 6 mai 2015 représente l'échec de la politique menée par le Parti socialiste. « Ces trois années marquent un échec social avec l'augmentation massive du chômage, un échec financier, parce que l'austérité coûte cher au pays et mine l'investissement public et un échec politique avec trois défaites électorales majeures depuis l'élection de 2012 », a déclaré à l'AFP le secrétaire national du PCF Pierre Laurent.

Jean-Luc Mélenchon n'a, quant à lui, pas été tendre en affirmant que le bilan de François Hollande est « totalement négatif », d'autant qu'il a fait « 9 millions de pauvres ». Chez les frondeurs, le ton est modéré. « Evidemment qu'il y a eu des choses positives de faites. Je ne suis pas dans le déni des réalisations », a indiqué le député socialiste Christian Paul, sur RFI.

D'autant que « nous n'avons pas été à la hauteur de nos engagements », a assuré un proche de Martine Aubry, qui conteste le « virage » économique incarné par Manuel Valls et le pacte de responsabilité. Pour l'heure, l'aile gauche du PS doit a présenté mercredi son « agenda des réformes » pour réussir les deux dernières années du quinquennat, pas certain qu'il sera entendu, à l'instar des nombreuses motions déposées par les dissidents socialistes, les appels à un changement de cap et les menaces de voter contre les projets de loi.

La majorité parlementaire sortante propose un référendum sur la sortie de l'Union

L'avenir de l'Union européenne se joue en Grande-Bretagne

Dans son programme, le Parti des conservateurs a promis un référendum sur la sortie ou pas de l'Union européenne. Un départ de la Grande-Bretagne de l'UE serait un événement considérable. C'est pourquoi l'enjeu des élections législatives dans ce pays concerne toute l'Europe.

Aujourd'hui, les Britanniques élisent les 650 membres de la Chambre des communes, ce sont leurs députés. Le gouvernement est l'émanation de la majorité de cette Chambre. Deux partis se détachent, les conservateurs actuellement au pouvoir, et les travaillistes qui mènent l'opposition. Ces derniers sont les sociaux-démocrates.

L'enjeu de l'élection dépasse largement les frontières de la Grande-Bretagne. L'actuel Premier ministre, David Cameron, s'est en effet engagé à organiser un référendum sur le maintien dans l'Union européenne. Membre de la Communauté européenne depuis 1973, la Grande-Bretagne n'est pas entrée dans l'euro. Dans l'Union européenne, la crise

grecque n'est pas terminée. Au sujet de ce pays, il a déjà été question d'un abandon de l'euro. Si jamais un référendum est organisé en Grande-Bretagne, et qu'il donne comme résultat la sortie de l'Union européenne, alors cette organisation connaîtra la plus grave crise de son histoire. La Grande-Bretagne est en effet une puissance économique et financière qui compte bien plus à l'échelle du monde que la Grèce. Cela pourrait être le signal d'une période d'instabilité en Europe, avec sans nul doute des conséquences à La Réunion.

Lors des élections législatives de 2010, aucun parti n'avait eu la majorité. Les Conservateurs s'étaient alliés au Parti des libéraux-démocrates pour créer un gouvernement.

Cette fois, c'est le Parti national écossais, le SNP, qui peut jouer le rôle d'arbitre. Le SNP pense remporter le scrutin dans 50 circonscriptions. Son objectif est de combattre l'actuelle majorité conduite par les conservateurs. Mais pour le moment, la direction du Parti travailliste dit ne pas être prête à se coaliser avec le SNP. Des divergences subsistent sur le futur statut de l'Ecosse. Le SNP milite en effet pour son indépendance, tandis que le Parti travailliste avait fait campagne contre l'indépendance lors du référendum d'autodétermination organisé l'an dernier.

M.M.

Pas de salaire minimum garanti et contrats à « zéro heure »

Dans un article publié dans les colonnes de l'Humanité, notre confrère montre le revers du « miracle économique » britannique : des salaires de misère et des contrats de travail sans garantie de temps minimal. La croissance se fait au prix d'une précarité sans précédent. Extraits :

Abbie travaille depuis plusieurs mois dans une chaîne de magasins de vêtements d'Oxford Street, la plus célèbre des avenues commerciales de Londres. Avant de débiter, ses employeurs lui ont fait signer un contrat zéro heure. Elle ne savait pas trop ce qu'il contenait de particulier et eux l'ont vendu « comme une liberté pour moi de travailler quand je veux. Ils ont évidemment omis de me préciser qu'ils ne me donneraient pas assez d'heures de travail pour vivre ». Ces contrats lient en effet l'employé à son employeur sans lui assurer la moindre heure de travail et donc le moindre revenu.

« Pour nous empêcher de nous plaindre, ils nous font miroiter un contrat de 8 ou 12 heures minimum », témoigne la presque trentenaire. « Nous ne recevons en effet notre planning qu'au dernier moment alors qu'il est réalisé longtemps à l'avance. Ils veulent juste nous

garder sous la main en cas de nécessité de dernière minute, par exemple pour couvrir l'un de nous tombé malade. » Les employés qui ont fait savoir leur mécontentement ou qui ont exprimé leur désir de cumuler un second travail en parallèle ne se sont plus vu offrir d'heures. Mais, officiellement sous contrat, ils n'ont pas pu percevoir d'allocation de chercheur d'emploi.

Selon le Bureau de la statistique nationale britannique, 1,8 million de salariés sont concernés par ce contrat zéro heure (soit 5,5 % de la population active), qui sévit en particulier dans la grande distribution et la restauration rapide. Ils travaillent en moyenne 23 heures par semaine et 58 % d'entre eux sont rémunérés par leur actuel employeur depuis plus d'un an. Voilà l'une des réalités du miracle économique britannique vanté par le premier ministre conservateur David Cameron et son responsable des finances George Osborne.

Certes, les statistiques macroéconomiques semblent donner raison à leur politique ultralibérale : une croissance de 2,8 % du produit intérieur brut en 2014, soit la meilleure des membres du G7, un chômage tombé à 5,6 % après avoir atteint 8,4 % fin 2011, et une inflation à 0 %, loin de son sommet de 5,2 % enregistré en septembre 2011.

C'en est trope !

Lettre de grand-mère Kalle aux petits enfants

Mes chers petits enfants,

Il y a beaucoup de choses fausses qui ont été colportées sur mon compte. J'ai été bien diffamée, ça oui !

On m'a surprise nue à califourchon sur des tonneaux de rhum, j'ai coupé l'électricité à Saint-André pendant trois heures lors du dernier cyclone, j'ai installé le bouchon de la mer à la darse du Port, je suis sise en la Ravine à Malheur, à ce qu'on dit. Je sais, et on dit aussi que saint Martin collectionne les queues de diables ! Triple, quadruple sornettes ! Tout cela je m'en soucie comme vache qui pisse...

Et pendant qu'on y est, je puis vous dire que je n'ai rien à voir avec les citrouilles, les soupes de potiron, les trolls hachés aux herbes, et au goulasch d'yeux. Pas plus que de fesses de chameau, de grimaceries et de mascarade, branches triturées filandreuses. Je ne fricote pas parmi les morts ! Que cela soit dit.

Moi, ce qui m'intéresse, ce sont les petits enfants, je les adore. J'aime particulièrement leur faire du mal, avec une préférence toute spéciale pour les impertinents, les morveux, et autres curieux. Je me charge de leur jouer des vilains tours. Ça ! C'est moi par exemple qui ai mis des arrêtes aux poissons ; à Noël, je leur distribue des jouets avec lesquels ils vont se blesser. On peut bien dire qu'ils me font rire ! Je me déguise en institutrice, le jour, en cauchemar la nuit. J'aime bien faire la visite des petites écoles, je suis la dame de service, la contractuelle, la directrice, ou l'inspectrice d'académie, l'intervenante. Les petits enfants, dit-on, posent beaucoup de questions, moi j'aime bien leur en poser aussi, des questions : par exemple, pourquoi la lettre A ne se trouve-t-elle pas au milieu du dictionnaire ? Ça leur en bouche le coin... Tiens, toi : qui a inventé la tay ?... Pourquoi les enfants ont-ils autant de doigts que les adultes ? Ou leur poser des colles : « Si leur bras est plus petit que celui des adultes, comment les enfants arrivent-ils à se gratter la tête ? » Mais, tout simplement, ils n'y arrivent

pas ! À moins de sauter... Et hop ! « Toi, combien pèse un oiseau qui vole ? », « Et si le chocolat se mettait à tourner aussi vite que la cuillère, il ne se mélangerait pas, bande d'idiots ! » Je les questionne aussi d'importance sur les trous au fond des pots de fleur. Ça sert à quoi ?

Et puis, je leur donne un tas de mauvaises idées :

– As-tu déjà essayé de faire bouillir de l'eau gazeuse ? – Il ne faut pas donner de riz aux poules, ça leur bouche le derrière... – Comment faire pour faire durer plus longtemps le coca ? En n'avalant que les bulles ! Et de les voir... quel spectacle ! – Essayez donc de mordre

Tenez, je mange un letchi, et je leur donne le grain.

Une fois que je racontais une histoire d'amour qui s'emmêlait bien : on ne savait plus qui faisait quoi, c'était ennuyeux au possible, avec des fées et des princesses, et un prince charmant, une enfant m'a demandé :

– Et vous, madame, vous avez déjà embrassé votre mari ?

– Moi, jamais ! Ce gros cochon... Et en plus, ils vous prennent la langue, et vous la tourne d'une drôle de façon !

À leurs minois dégoûtés, je me fends la pomme...

Je leur dis aussi que tout est à l'envers, parce que ce sont les Lunaires qui nous observent qui, eux, sont à l'endroit. Il faut les voir en train de regarder la lune, tête bêche !

Dès Noël, j'en profite pour connaître leurs goûts, et surtout mieux cerner leurs dégoûts :

– Toi, qu'est-ce que tu n'aimerais pas avoir pour Noël ?... Et toi, là, le petit poil de carotte ?

– Je veux un autre papa, et une autre maman...

Chouette, ça !: vous trouvez pas les petits enfants ?... Il y en a un qui m'a dit qu'il avait eu une nouvelle mother à Noël.

– Ah bon ? – Ben oui, il m'a répondu : « La télé, c'est ma maman »...

Tout ça, c'est aussi bon qu'une queue de cochon grillée : si bon à grignoter le long des routes. Les taquiner, les asticoter, mes petits asticots au bout de mon hameçon, et hop ! D'ailleurs, il faut leur apprendre à parler avec leur coude, c'est ce que je conseille aux professeurs des écoles nouvellement nommées, comme ça !

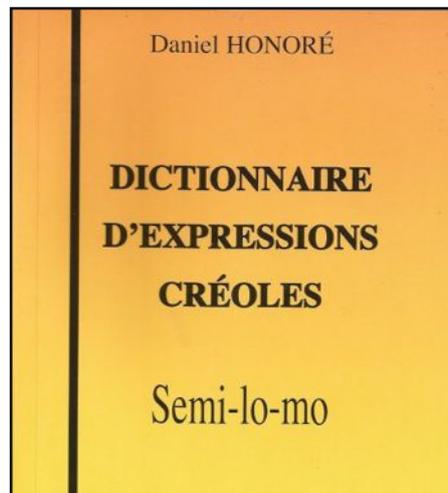
Voilà, j'aurais encore beaucoup de choses à vous raconter, comme cet enfant qui me demanda de pousser le ciel, mais j'ai peur ne plus vous ennuyer...

Alors, au revoir, les petits enfants, à bientôt, vous me manquez déjà, et priez bien le diable que le bon Dieu s'étrangle en avalant sa soupe...

Votre tendre, préférée, et fidèle à tous et à toutes, Grand-mère Kalle.

Un gros smack dentue, et poilue.

Jean-Charles Angrand



Dictionnaire d'expressions créoles (Semi-lo-mo) par Daniel Honoré, éditions UDIR.

vosre oreille !... Miam-miam. – Eh, essayez donc d'attacher les ailes d'une mouche qui vole avec une pince à linge...

D'ailleurs, kal, kalé, en créole, est-ce que ça ne veut pas dire « contrecarrer » ?...

Je leur raconte des contes aussi, par exemple celui de l'enfant qui se fait planter par sa fourchette et qui finit dévoré par ses couverts... Je leur parle de l'histoire de cette petite fille au visage grêlé d'yeux, qui, quand elle pleurait, inondait tout le monde, et qui finit noyée... Ce qu'ils ont eu peur ! Ça me réjouit, je m'en lèche les babines !

Oté

Zordi ni dwa koz kréol a lékol !

Souvan-dé-fwa mi domann a mwin, pou parl fransh vérité, si nout lékol, dopi matèrnèl, dopi tanm-ti, ziska bak, dizon zisko bout minm, mi domann a mwin si li lé kapab mèt in zoutyi dan la min shakinn nout bann marmay. Pa ninport lakèl zouty, in zouty byin ropasé konm i di. Pou sa i fo nout lékol lé adapté pa solman pou travay zordi, mé sirtou pou travay domin é pou sa i fo konèt kosa ni sar fé domin, boudikont prévwar pou domin.eské lo program konm ilé i konvyin byin po nou ? Lé espésyalis i di, promié zané lé pli zinportan.

Sa lé konm la cours léspor, i pé èt in cours a pié ousinosa dann in loto ou in cours vélo, ou pou in ot léspor, si dék i larg la sos néna i tonm, kont pa si li pou ginyé o final. Sanm pou mwin lékol lé konsa minm osi. Si dopi lo débit marmay i yinm pa lékol, si lo mèt i vyinbou pa fé intèrèss a li. Pou in pé i pé èt in shok vik li kit son kaz, li kit son momon, son papa èk son bann labitid, èk son kosé Pètèt in ot manière manzé osi, la kantinn tousala, ispouré marmay lé in pé pértirbé.

Sanm pou mwin déza pou mèt a li dann son lanbians, i fo li kontinié parl son kozé konm li koz son kaz, paské nout lang byin manié, konm i fo, néna in ponyé zimaz dan nout lang. Sirtou fé pa konm dann tan lontan té pini bann marmay té koz kréol dan la klass. Té fé pass inn ti bèf (in kokiyaz) dan la klas, dék inn i koz kréol li rékipèr lo bèf é lo dérnéié té i dwa fé in pinsomm « mi dwa pa koz kréol an dé san fwa »Zordi fo fé lo kontrèr, zordi ni dwa koz kréol a lékol !

Justin